

**Convention collective**

**IDCC : 2003. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES  
(Vosges)**

**(16 mars 1998)**

*(Bulletin officiel n° 1998-1 bis)*  
(Etendue par arrêté du 15 juin 1998,  
*Journal officiel* du 25 juin 1998)

AVENANT DU 11 MAI 2015

À L'ACCORD DU 26 OCTOBRE 2012 RELATIF À LA DÉSIGNATION  
ET AU SUIVI DE L'ORGANISME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1550578M

IDCC : 2003

Entre :

L'UIMM de Lorraine,

D'une part, et

La CFTC métaux des Vosges ;

La CGT-FO métallurgie des Vosges ;

La CFDT métaux des Vosges ;

La CFE-CGC métallurgie d'Alsace et des Vosges ;

La CGT métaux des Vosges,

D'autre part,

Considérant que l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale a modifié le dispositif de la portabilité applicable en matière de prévoyance complémentaire,

il a été convenu de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 2, point C, de l'accord du 26 octobre 2012  
relatif à la désignation et au suivi de l'organisme de prévoyance gestionnaire de la garantie décès  
visée par l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective*

Compte tenu des dispositions de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, le point C de l'article 2 de l'accord du 26 octobre 2012 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« C. – Durée du maintien des garanties

Conformément à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, la durée du maintien des garanties décès, invalidité permanente et rente éducation est égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats

de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois.

Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur.

L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, de l'ensemble des conditions prévues à l'article L. 911-8 précité. »

## **Article 2**

### *Durée et entrée en vigueur*

Conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent avenant entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015. Il est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2018.

A l'issue de cette période, il ne continuera pas à produire ses effets comme un accord à durée indéterminée.

## **Article 3**

### *Extension*

Les parties contractantes conviennent de demander l'extension du présent avenant selon l'article L. 2261-24 du code du travail.

## **Article 4**

### *Notification et dépôt*

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du même code.

Fait à Remiremont, le 11 mai 2015.

(Suivent les signatures.)